



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 1815

Texte de la question

SOMMET DE COPENHAGUE

M. le président. La parole est à M. Franck Reynier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Franck Reynier. Ma question s'adressait à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État. La conférence internationale de Copenhague sur les changements climatiques s'achèvera à la fin de cette semaine.

C'est un événement majeur dans la perspective de la mise en oeuvre d'une mutation écologique à l'échelle mondiale. Le Président de la République, Nicolas Sarkozy, a réaffirmé sa détermination à voir un consensus se dégager à Copenhague.

Jean-Louis Borloo, ministre d'État en charge de l'écologie, responsable des négociations sur le climat, défend actuellement la position de la France à Copenhague. Il a rappelé la position européenne : réduction des gaz à effet de serre, mobilisation de crédits en faveur du volet forestier et coopération et aide aux pays en développement.

Soulignons la place qu'il convient d'accorder aux pays émergents et aux pays les moins avancés, qui sont plus durement frappés par les catastrophes climatiques et qui ne peuvent consentir les mêmes efforts que les pays industrialisés.

Il est essentiel, monsieur le ministre des affaires étrangères, d'accompagner ces pays dans leur adaptation aux changements climatiques tout en préservant leur croissance, indispensable à leur développement. Un mécanisme immédiat d'aide aux pays les plus vulnérables est indispensable.

Il est donc urgent et nécessaire qu'un accord soit trouvé qui répartisse équitablement entre tous les pays les efforts de lutte contre le réchauffement climatique. La France doit montrer la voie.

Les principaux chefs d'États et de gouvernements sont attendus à Copenhague jeudi et vendredi. Monsieur le ministre, pouvez-vous nous tenir informés de l'état actuel des négociations ? Quelle est la stratégie de la France défendue par Jean-Louis Borloo à Copenhague pour amener l'ensemble des pays à un accord sur le climat ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, comme vous l'avez dit - vous avez d'ailleurs presque tout dit... - *(Sourires.)*

M. François Goulard. Eh oui !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. ...en ce moment sont réunis, discutant sur un texte - et un seul texte, ce qui est déjà un progrès - tous les pays du monde et, à partir de jeudi, cent douze chefs d'État. Sur quoi précisément discutent-ils ? Sur un objectif commun : pas d'élévation de la température au-delà de deux degrés et même, si possible, un degré et demi.

M. Philippe Vuilque. Comment ?

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. Sont-ils tous d'accord ? Presque, mais pas encore. Pour atteindre l'objectif, il faut aller vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Comme le Président de la République l'a expliqué au Conseil européen de la semaine dernière, nous visons une diminution de 30 %. Nous verrons bien si cela est possible, mais c'est ce que la France propose.

Il y a, face à ces exigences, trois groupes : les pays les plus pauvres, les pays émergents, qui ne sont pas les moins pollués, et enfin les pays riches. Je vous rappelle que la France a passé un accord - un texte a été

publié - avec le Brésil, pays émergent, et, aujourd'hui, avec Meles Zenaoui, c'est-à-dire le représentant du groupe des pays africains. Nous sommes donc assez forts pour imposer cela...

M. Roland Muzeau. Tu parles !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. ...si nous savons ce que veulent exactement la Chine et les États-Unis. Ce matin - puisque vous me demandez de faire un rapport sur ce qui se passe en ce moment -, ce n'était pas clair. Les pays africains débattaient du rôle de la Chine,...

M. Roland Muzeau. Et la faim dans le monde ? Tout le monde s'en fout !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. ...de ce qu'elle va proposer et également, bien entendu, de ce que le président Obama, qui arrive enfin à cette conférence, va proposer de son côté.

Ce que nous pouvons dire également, c'est que l'essentiel réside à la fois dans l'intention affichée de réduire les gaz à effet de serre mais aussi, bien sûr, dans le financement des pays pauvres.

Un député du groupe SRC. Ah oui ?

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. Sur ce sujet aussi l'Europe a indiqué le chemin.

M. le président. Monsieur le ministre, merci de conclure !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. Il faudra tout de suite donner 10 milliards par an. Qui le fera ? La France et l'Europe se sont positionnées, et il faut maintenant un contrôle, c'est-à-dire une organisation mondiale de l'environnement. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Franck Reynier](#)

Circonscription : Drôme (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1815

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 décembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 décembre 2009